



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 13 No. 4 Juin 2011



RÉGION DE LIBRE-ÉCHANGE POUR ENVELOPPER LA MOITIÉ DE L'AFRIQUE

LES CHEFS de 26 pays Africains ont fait un autre pas important vers une Région de Libre-Echange qui englobera la moitié de l'Afrique, littéralement du Cap au Caire – de l'Afrique du Sud à l'Egypte.

En se rencontrant en Afrique du Sud le 12 Juin à leur deuxième Sommet collectif, les chefs de trois Communautés Économiques Régionales (RECs) ont officiellement lancé des négociations sur l'établissement d'un marché intégré des 26 pays consistant:

- o une population combinée de presque 600 millions de personnes;
- o un Produit Intérieur Brut total (le GDP) d'environ US\$1 trillion;
- o la moitié de l'Union Africaine (AU) du point de vue de l'adhésion;

- o 57 pour cent de la population totale de l'Union Africaine; et,
- o juste plus de 58 pour cent du point de vue de la contribution au GDP total.

On s'attend à ce qu'à l'établissement de soi-disant 'Grande' Région de Libre-Echange renforce le commerce intra-régional en créant un plus large marché, a augmenté des écoulements d'investissement, un esprit de compétition amélioré et le développement d'infrastructure transrégional.

Ce FTA, officiellement connu comme la Région de Libre-Echange Divisée en trois, est établi par la Communauté de Développement Africaine du Sud (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et du Sud (COMESA).

Le Cadre Juridique et Institutionnel a été bien entendu par un Mémoire Divisé en trois de Compréhension sur la Coopération Inter-Régionale et l'Intégration signée par COMESA, EAC et SADC, qui est entré en vigueur le 19 Janvier 2011.

Pour aux préparations d'empreintes rapides pour l'implémentation, les chefs ont adopté une approche du développement au processus d'intégration Divisé en trois qui est ancré sur trois colonnes:

- > l'intégration du Marché basée sur FTA Divisé en trois;
- > le développement d'Infra-structure pour améliorer la cohérence et réduire les prix de faire les affaires; et
- > le développement Industriel pour adresser les contraintes de capacité productives

suite page 2...

POLITIQUE	3
INFRASTRUCTURE	4
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	5
CHANGEMENT CLIMATIQUE	6
ÉNERGIE	7-10
RESUME DES AFFAIRES	11
SUD SUD	12
PARITE DES SEXES	13
ÉLECTIONS	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Région de libre-échange pour englober la moitié de l'Afrique

suite de la page 1...

En plus du lancement des négociations pour établir FTA Divisé en trois, les chefs de COMESA, EAC et SADC ont adopté un roadmap aussi bien que les principes de négociations, des processus et un cadre institutionnel. Ils ont aussi ordonné qu'un programme de travail et d'un roadmap soit développé pour la colonne industrialisation.

La Commission d'Union Africaine a exprimé le fort soutien en faveur de la

coopération Divisée en trois dans le cadre d'établir une Communauté Économique Africaine et la Vision d'Union Africaine générale et une Stratégie présentée dans le Plan de Lagos d'Action (1980) et le Traité Abuja(1991) aussi bien que la résolution du Sommet AU 2006 qui a dirigé la commission et le RECs pour mettre des mécanismes en place pour faciliter l'harmonisation et la coordination dans et parmi le RECs.

Le premier Sommet Divisé en trois a été tenu en 2008 en Ouganda, avec l'engagement initial à l'implémentation quant aux programmes dans le commerce, l'intégration de la douane et économique; mouvement libre de personnes d'affaires; et le développement d'infrastructure parmi trois RECs.

Dans la région de développement d'infrastructure, le progrès est déjà évident dans les plans de renforcer le corridor

Sud Nord de transport entre Dar es Salaam et Durban, avec le soutien de partenaires coopérant internationaux et de la communauté de donateur.

L'aide pour les programmes Commerciaux est développée pour les autres corridors importants, en incluant des corridors maritimes et les projets de priorité seront présentés à une Autorité Divisée en trois et Inter -Gouvernementale sur le Développement (IGAD) la Conférence d'Investissement d'Infrastructure au Kenya le 29-30 Septembre 2011.

La foule du Sommet Divisé en trois récent, le Président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud, a décrit la réunion historique qui a lancé les négociations FTA Divisées en trois comme "une étape importante clé dans l'intégration de l'Afrique".

L'Égypte accueillera le prochain Sommet Divisé en trois. r

Comment le Region de Libre - Echange travaillera

LE GRAND document FTA lancé au 2ème Sommet Divisé en trois en Afrique du Sud est dans la forme d'un projet d'accord qui contient 14 annexes couvrant des régions complémentaires différentes considérées comme nécessaires pour le fonctionnement efficace d'un marché régional.

La proposition principale est d'établir un régime commercial sans tarif, sans quota et sans exemption couvrant les 26 pays en combinant FTAs existant de trois RECs. Il est attendu que d'ici à 2012, le SADC, COMESA et EAC FTAs n'auraient pas d'exemptions ou listes sensibles pour les produits fabriqués dans les régions respectives. Pourtant, il y a une possibilité que quelques pays pourraient vouloir considérer le maintien de quelques produits sensibles dans le commerce avec certains partenaires économiques importants.

Pour cette raison, la disposition a été faite pour la possibilité d'un pays de chercher la permission pour maintenir quelques produits sensibles pour une période indiquée.

FTA Divisé en trois sera étayé selon les programmes d'infrastructure robustes conçus pour catalyser le marché régional par l'intercohérence (facilité, par exemple, par tous les modes de transport et de télécommunications) et

promouvoir l'esprit de compétition (par exemple, par les réserves adéquates d'énergie).

Après le lancement officiel de négociations pour établir le FTA, les Etats Membres auront environ six mois, jusqu'au Décembre de 2011, terminer leurs processus domestiques

pour ratifier l'accord, en établissant les institutions de soutien voulues et en adoptant les procédures pertinentes de la douane et les instruments.

Il est proposé que dès que ce processus d'approbation soit accompli, FTA Divisé en trois devrait être lancé en 2012. r

Ce que les chefs ont dit

LA FOULE le président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud a dit que la création d'une Région de Libre-Echange élargie garantirait un environnement favorable pour la prospérité économique et la croissance.

"Il n'y a aucun pays simple qui peut prospérer tout seul, nos destins sont entrelacés. Nous pouvons accomplir le plus grand avantage compétitif par l'arrangement FTA Divisé en trois," a-t-il dit.

Le président de SADC et le Président Namibian, Hifikepunye Pohamba ont concordé, en conseillant à tous les pays de membre de mettre leurs épaules à la roue pour réaliser le FTA.

"Avec une population de presque 600 millions de personnes et d'un Produit Intérieur Brut combiné de près US\$1 trillion, la réalisation de ce but (l'intégration économique) replacerait nos régions respectives pour accomplir des niveaux supérieurs de croissance économique," a-t-il dit.

Le président de COMESA, le Roi Mswati III de Swaziland a aussi acclamé le lancement des négociations FTA, en disant que c'est aligné avec l'initiative d'Union Africaine de promouvoir le libre-échange parmi tous les pays Africains.

"Les présents RECs ont opéré dans l'isolement, en créant ainsi des barrières commerciales dans le

continent africain. Le temps est venu pour nous pour réunir toutes ces organisations pour former une grande locomotive économique pour augmenter le commerce parmi les pays Africains," a-t-il dit.

Le président d'EAC et le Président du Burundi, Pierre Nkurunziza a conseillé aux membres des trois groupes régionaux d'établir un bloc économique solide et réalisable pour paver la voie pour la formation d'une Union Économique Africaine.

"Dans cette perspective, nous avons un devoir d'adopter des méthodes et des principes gouvernant l'établissement de la Région de Libre-échange Divisée en trois, les négociations roadmap et la déclaration sur le lancement de négociations." r



Le Président Zuma, le Roi Mswati et le Président du Burundi Pierre Nkurunziza certains leaders Africains présents à l'inauguration de FTA Africain.

La revue de la politique d'énergie pour être accomplie avant le Mars de 2012

ON S'ATTEND à ce qu'à la révision du secteur d'énergie de SADC gouvernant des instruments soient accompli avant le Mars de 2012 après un retard d'un an en raison des contraintes financières.

Cela a émergé de la réunion annuelle de Ministres d'Énergie SADC tenus au Botswana en Mai auquel les éditions différentes affectant le secteur ont été discutées.

La révision du secteur d'énergie SADC gouvernant des instruments comme le Protocole d'Énergie de SADC, la Politique d'Énergie de SADC, la Stratégie d'Énergie de SADC et le Plan d'Action et le Plan d'Activité d'Énergie de SADC a été approuvée l'année dernière à la réunion annuelle des ministres tenue en Angola en Avril.

Les ministres ont noté pendant la réunion de Gaborone que la révision n'avait pas été entreprise, mais cela les négociations étaient en cours avec le gouvernement norvégien pour aider avec le financement avec une vue de faire accomplir la révision avant le Mars de 2012.

Le cadre de politique d'énergie SADC est complet et place la grande accentuation sur la disponibilité de suffisants, sûr et les services d'énergie de le-moins-prix. Cela adresse les plus larges objectifs de SADC, qui incluent l'investissement attirant et l'esprit de compétition de promotion et le commerce comme un moyen pour éradiquer la pauvreté, en tenant compte du besoin pour l'utilisation environnemental durable de ressources d'énergie.

Le cadre de politique a aussi l'intention de soutenir les priorités stratégiques du SADC qui sont visées à industrialisation, la promotion d'infrastructure économique

et sociale, en développant l'agriculture, le genre mainstreaming, le développement de ressources humain et en améliorant des services sociaux.

Le Protocole SADC sur l'Énergie fournit le large juridique et le cadre de politique pour la coopération dans le secteur d'énergie. Il a été signé en août de 1996 et est entré en vigueur en avril de 1997 après le fait de recevoir le nombre voulu de ratifications.

Le protocole était opérationnel par la Politique de Coopération d'Énergie de SADC et la Stratégie et le Plan d'Action de Secteur d'Énergie de SADC approuvé par le Conseil SADC de Ministres en 1996 et de 1997, respectivement.

Le Plan d'Action identifie quatre régions de priorité comme le commerce d'énergie, les informations et l'échange d'expérience, en s'entraînant et le bâtiment de capacité d'organisation et l'investissement et le financement.

Le Plan d'Activité d'Énergie de SADC (approuvé par le Conseil en 2000) a davantage élaboré les quatre régions de priorité dans un programme détaillé d'activités à être exécutées.

Tous les instruments gouvernant la coopération régionale dans le secteur d'énergie ont été adoptés il y a plus de 10 ans et sont, donc, devenus démodés.

Le secteur a vu des réformes profondes au cours des ans, en apportant aux nouvelles régions antérieures qui ne sont pas couvertes par le cadre de politique. Les développements récents comme l'ordre du jour de changement climatique sont devenus plus pertinents qu'auparavant. Il est ainsi devenu nécessaire de reconsidérer les instruments de

politique pour qu'ils soient plus affectueux aux réalités actuelles.

Sur le développement du Plan d'Action et de Stratégie d'Énergie Renouvelable, les ministres ont dit que les plans sont en route pour garantir que la stratégie est "terminée vers la fin du Janvier de 2012."

La stratégie et l'action planifient le but entre autres pour promouvoir le carneau de sources d'énergie propres et alternatives.

Les sources d'énergie alternatives ou les projets de bas-carbone comme hydro, solaire et le vent produisent moins de polluant et émergent vite comme la source la plus lucrative de financement sous le Mécanisme de Développement Propre (CDM). SADC est vaste avec les sources d'énergie propres, qui si exploité complètement ont la capacité pour adresser la plupart des besoins d'énergie dans la région.

Les ministres ont réaffirmé le besoin pour la collaboration collective au fait d'adresser la situation d'énergie dans la région, qui dépasse maintenant loin la demande.

Ils ont noté que la région pourrait seulement atteindre l'autarcie dans le pouvoir si les Etats Membres exécutent tous les projets de génération à court terme selon bien entendu les plans.

Pourtant, le temps premier pour la plupart des projets de génération de l'énergie s'approche vite et l'Afrique du sud doit redoubler ses efforts de garantir que les cibles sont rencontrées ou rentrent au moins comme prévu.

"Les Etats Membres devraient prendre des mesures nécessaires de garantir l'achèvement de projets selon les bornes routières planifiées et nous invitons le Secrétariat de SADC aidé par SAPP

à efficacement contrôler l'implémentation de projets de l'énergie et soumettre des rapports," ont dit les ministres dans une déclaration.

Le Pool de l'Énergie Africaine du Sud (SAPP) est un corps régional de 12 membres qui coordonne la planification, la génération, la transmission et le marketing d'électricité de la part des utilités d'Etat Membre dans SADC.

"Selon la projection actuelle, la région atteindra l'autarcie dans l'énergie à l'année 2014, pourvu que l'implémentation de projets planifiés reste sur le cours."

Les ministres ont dit que les pays devraient bouger vers les projets d'énergie s'identifiant qui ont un impact régional pour attirer l'investissement.

Les investisseurs potentiels ont montré le grand désir de financer de tels projets, en se disputant que les projets de pays individuels sont trop petits pour attirer l'investissement développant dorénavant la grandeur du marché pourrait faciliter la mobilisation de fonds pendant que les projets en même temps transfrontaliers ont un avantage d'un effet économique positif sur la région.

Z i m b a b w e - Z a m b i e - B o t s w a n a - N a m i b i e (ZiZaBoNa) le projet de transmission et le Corridor principal Mozambicain sont de bons exemples de projets régionaux qui ont le potentiel pour avoir un effet positif sur la région.

D'autres projets incluent le projet d'hydroélectricité de Mphanda Nkuwa au Mozambique, l'usine d'hydroélectricité d'Ithezi Thezi en Zambie et le projet d'hydroélectricité d'Inga en République Démocratique du Congo. r

Le projet de Pont de Kazungula reste en cours

LE SECRETAIRE Exécutif de SADC, Tomaz Salom a o a confirmé l'engagement de l'Afrique du Sud à la construction du Pont de Kazungula qui reliera le Botswana et la Zambie sur le Fleuve de Zambèze l'achèvement d'un trajet important de transport pour la région.

Salom a o a dit dans une déclaration que malgré les retards dans le fait de construire le pont, le projet est en cours.

Il a dit que le Botswana et la Zambie se consacrent au fait d'exécuter le projet qui profitera à la région africaine entière du sud.

"Le Secrétariat de SADC exprime son appréciation aux deux Etats Membres pour la coopération suprême et l'engagement qu'ils ont démontré au cours du fait d'exécuter cette phase du projet."

Salom a o a dit que cela en réponse à quelques mass-média dit qu'avait réclamé que le projet faisait face aux défis d'implémentation sérieux et a été tangent d'être mis en suspens.

"Contrairement aux rapports de presse récents, que la Zambie n'a pas payé sa contribution vers le projet, s'en suivant dans les retards, les deux Etats Membres ont religieusement rencontré leurs obligations financières et actuellement aucun d'eux n'est dans aucune forme d'arriérés et la poussée actuelle est sur l'implémentation et la conclusion des trois composantes du projet," a-t-il dit.

Le Pont de Kazungula doit être construit à la confluence du Zambèze et des fleuves Chobe, environ 65 kms en amont de Victoria Falls.

Le projet, estimé à plus que US\$100 de million, comprend le pont principal qui mesure environ 720 m et 2,980 m pour les routes d'approche.



Le pont de Kazungula qui relie le Botswana et la Zambie remplacera le passage actuel et fournira une nouvelle route de transport pour le commerce régional.

SADC a approuvé le projet il y a quelques années pour faciliter le commerce et le mouvement lisse de marchandises et de services à travers la région. Pourtant, les défis différents ont entravé le processus d'implémentation.

Le Zimbabwe au départ impliquant comme le pont était dû de former une voûte sur les eaux territoriales du pays, un nouvel endroit a été trouvé après les consultations étendues, quelques mètres en amont en Namibie.

Les composantes comprennent une étude de design détaillée du pont de route/rail Kazungula, bordent l'équipement de contrôle, en sonnant l'équipement et les postes de frontière d'un arrêt de chaque côté aussi bien que les services consultatifs pour commercial et transportent l'aide pour la composante de corridor Nord-Sud de transport entre Lubumbashi et Durban.

Ces composantes ont été accomplies vers la fin du Janvier de 2011 pendant que le processus du fait d'offrir pour la construction du pont a été conclu en Février.

Les défis ont inclus le déménagement du pont de route/rail de la section plus courte au Zimbabwe à en amont en Namibie et d'une

escalade de prix de financer un projet si régional.

On s'attend à ce que le pont encourage et soutienne le développement économique régional et approfondisse l'intégration parmi les Etats

Membres, aussi bien que la réduction des prix de transport pour les articles fondamentaux et le fait d'avoir un impact sur d'autres secteurs économiques comme le tourisme.

Le projet de Pont de Kazungula est grandement financé par la Banque de Développement Africaine (AfDB), bien que les deux Etats Membres soient tenus de financer de certaines composantes des études de faisabilité aussi bien que n'importe quels aspects de l'étude qu'ils peuvent aborder après la signature des accords financiers bilatéraux avec l'AfDB.

On s'attend à ce qu'à l'achèvement du pont réduise la pression montante sur les retards d'adresse et de système de transport de l'Afrique du sud, qui sont souvent connus aux postes de frontière. r

La route de Plumtree-Mutare pour promouvoir le commerce régional

LE ZIMBABWE a signé US\$206 de million d'affaire de la Banque de Développement de l'Afrique du Sud pour la réhabilitation et le fait de moderniser de la route nationale Plumtree-Mutare.

Le projet implique la réhabilitation de 820 kms de route de Plumtree sur la frontière du Zimbabwe avec le Botswana à Mutare sur la frontière avec Mozambique, par Bulawayo et Harare.

Le travail envisagé inclut la réhabilitation de quelques sections et de construction de barrières de péage à jour pour remplacer des abris temporaires qui ont été érigés.

Le transport, la Communication et le Ministre de Développement d'Infrastructure, Nicholas

Goche et le Ministre des Finances, Tendai Biti a signé l'affaire de la part du Zimbabwe. Le DBSA a été représenté par son Vice - Président Exécutif, Adamassu Tadesse.

Le travail sur la route nationale sera fait par Infralink, une société en participation entre le Zimbabwe l'Autorité Routière Nationale (Zinara) et le Groupe Cinq International de l'Afrique du Sud.

Zinara a 70 pour cent shareholding dans la société en participation pendant que le Groupe Cinq International a 30 pour cent. Le Groupe Cinq International a construit des routes nationales importantes et des aéroports en Afrique du Sud, notamment pour la Coupe du Monde de Football 2010. □

La région de SADC reste la nourriture sûre

ON S'ATTEND à ce que la sécurité alimentaire reste satisfaisante tout au long de l'année sur la plupart des parties de l'Afrique du sud.

Les évaluations par le Réseau de Systèmes de Signe avant-coureur de Famine (FEWSNET) montrent la moyenne aux récoltes de maïs au-dessus-moyenne pour la plupart des Etats Membres de SADC pendant le juste mis fin 2010/11 la saison agricole.

“Les rapports actuels indiquent que l'approche de nourriture du ménage s'est améliorée et la sécurité alimentaire a été améliorée,

particulièrement dans ces régions qui ont profité de la chute de pluie favorable,” FEWSNET a dit dans son évaluation.

Les récoltes sont suffisantes de satisfaire les besoins de la région depuis les six mois suivants et au-delà.

FEWSNET a dit que l'on s'attend à ce que la disponibilité de céréale régionale totale reste près de la dernière saison atteinte des niveaux. Pour le 2009/10 commercialisant l'année, SADC a enregistré un surplus de céréale régional de 476,000 tonnes.

Les pronostics préliminaires pour le maïs régional et toute la production de céréales comme

estimé par les bureaux de statistique nationaux respectifs et les Unités de Signe avant-coureur de Sécurité Alimentaire (NEWUs) dans la région montrent que pendant que la production de maïs de l'Afrique du Sud est tombée de 14 pour cent dans la saison 2010/11, la production combinée de maïs par les autres Etats Membres a augmenté de quatre pour cent.

Les plus grands donateurs à cette augmentation sont Malawi et la Zambie, dont la production

Les estimations finales de production agricole sont

attendues d'ici la fin de Juillet.

“Malgré la baisse du maïs en Afrique du Sud, cependant, la disponibilité de maïs du pays au total en 2011/12 est suffisante pour répondre aux exigences d'importation de ses voisins régionaux grains déficient”, a déclaré FEWSNET.

En ce qui concerne la production de maïs, la plupart des pays sont attendus pour compléter leur production par les stocks de report plus en raison de la récolte record de la saison dernière.

Par exemple, l'Afrique du Sud s'attend à un report de plus de 2,65 millions de tonnes métriques, tandis que la Zambie et le Malawi ont également rapporté des stocks significative de clôture officielle et à la ferme. r

Les pays de SADC collaborent pour contenir la maladie de mois et le pied

LES AUTORITÉS Vétérinaires de cinq pays de SADC travaillent conjointement pour contenir des éruptions sporadiques de pied et de maladie de bouche le long de leurs frontières.

Le Botswana, Mozambique, Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe se sont rencontrés récemment et ont résolu de collaborer pour s'occuper des éruptions de la maladie.

L'initiative collective suit une éruption de la maladie au Nord Matabeleland, Masvingo et les régions Chimanimani du Zimbabwe, quelques parties du Botswana et de la province KwaZulu-natale de l'Afrique du Sud.

Le Botswana a depuis aidé le Zimbabwe avec les vaccins comme faisant partie d'un programme de vaccination collectif comme les deux pays augmentent des efforts de défendre leurs industries de bœuf.

“Nous apprécions le geste par le Botswana, qui nous aiment, mènent des exportateurs de bœuf dans l'Afrique du sud,” le Ministre d'Agriculture Zimbabween, Joseph Made a dit.



Il a dit que son ministère travaille de près avec le Département de Parcs nationaux pour minimiser le contact entre le bétail et buffaloes, qui sont des vecteurs de la maladie.

“Nous devons garantir que les Parcs nationaux maintiennent des clôtures pour garder buffaloes dans leurs régions traditionnelles pendant que nous contrôlons aussi de près les incidences de feux de veld qui détruisent des pacages et forcent le buffaloes pour se promener des parcs à la recherche du fourrage,” Fait a dit.

La maladie de bouche et de pied est un contagieux, la maladie virale quelquefois fatale qui affecte des animaux à-sabots-fendus, en incluant bovins domestique et sauvage.

Le virus provoque une haute fièvre depuis deux ou trois jours, suivis par les ampoules

dans la bouche et sur les pieds qui peuvent se faire éclater et provoquer la claudication.

La maladie de bouche et de pied est une peste sévère pour l'animal en étant fermier puisque c'est extrêmement infectieux et peut être étendu par les animaux infectés par l'air ou par le contact avec l'équipement d'agriculture contaminé, les véhicules, en habillant ou la nourriture.

Sa modération demande des efforts considérables dans la vaccination, le contrôlant strict, les restrictions commerciales et les quarantaines et de temps à autre l'élimination de millions d'animaux.

Les animaux susceptibles incluent le bétail, bufflesse, les moutons, les chèvres, les cochons, l'antilope, les cerfs et le bison. Il a aussi été connu infecter des hérissons et des éléphants. *The Herald* r

Swaziland signe la charte de recherche d'agriculture de SADC

LA SIGNATURE de la charte de recherche agricole de SADC par Swaziland indique un autre pas vers l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région.

Swaziland a signé la Charte pour le Centre pour Coordonner la Recherche Agricole et le Développement dans l'Afrique du Sud (CCARDESA) en Mai et est parmi les premiers pays à faire ainsi.

CCARDESA, qui a été approuvé par le Conseil de SADC en 2010, a l'intention d'établir un centre pour coordonner la recherche agricole, la génération de technologie et la diffusion d'informations de recherche dans l'Afrique du sud.

On s'Attend à ce que cela augmente la production agricole et garantisse que SADC est la nourriture soutenable sûre. r



COP 17 a besoins d'une invention révolutionnaire

par Neto Nengomasha

LES EXPERTS de changement climatique d'un bout à l'autre du globe sont retenus aux négociations cruciales pour garantir qu'une invention révolutionnaire est accomplie à la prochaine conférence de changement climatique programmée à pendant la fin de Novembre en Durban, l'Afrique du Sud.

Les négociateurs pour la 17ème Conférence des Partis (COP 17) récemment rencontré à la Conférence Préparatoire à Bonn, Allemagne de Changement Climatique de l'ONU, "fournir la clarté sur l'architecture du régime de climat international futur pour réduire les émissions globales assez vite pour éviter le plus mauvais changement climatique."

La Convention de Cadre de Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) le Secrétaire Exécutif, Christiana Figueres, a dit que les gouvernements



L'augmentation des inondations peuvent être des résultats du dommage environnemental et du changement climatique.

nationaux tiennent une responsabilité inéluctable de faire le progrès clair vers les objectifs de climat 2011 bien entendu à la 16ème Conférence de partis tenues en Cancun, le Mexique, l'année dernière.

"Les gouvernements ont allumé une balise en Cancun vers un monde d'émission basse qui est élastique au changement climatique," a-t-elle dit, en

ajoutant que "ils se sont confiés à une augmentation moyenne globale maximum de température de 2 degrés Celsius, avec la considération de plus d'un 1.5 maximum de degrés," a dit Figueres.

"Maintenant, plus que jamais, il est critique que tous les efforts sont mobilisés vers la vie en accord à cet engagement," a-t-elle ajouté.

L'Afrique du Sud promet l'affaire de COP17 équitable

L'AFRIQUE DU sud a promis d'aider tous les actionnaires comme il cherche une affaire de changement climatique qui livre sur les aspirations de tous les partis.

Comme la foule de COP17 et la chaise entrante des négociations de changement climatique globales, l'Afrique du Sud a dit qu'il a admis que la charge pour livrer un résultat de changement climatique acceptable en Durban appartient au pays d'accueil.

"Mais le rôle de partis publiques ne peut pas être exagéré - c'est leur réunion," a dit Maite Nkoana-Mashabane, les Relations internationales de l'Afrique du Sud et Ministre de Coopération.

Programmé pour Durban du 29 Novembre au 10 Décembre, on s'attend à ce que COP17 fournisse une opportunité aux

pays autour du monde pour être d'accord sur l'adaptation de changement climatique et les mesures de réduction d'émission de carbone.

"Comme le président suivant du COP 17, nous aidons toutes les partis et les actionnaires aux négociations de changement climatique. Notre tâche reste garantir que les partis de pays à l'UNFCCC livrent une affaire acceptable, équitable, transparente et équitable aux négociations de changement climatique prochaines en Durban," a dit Nkoana-Mashabane.

La dernière conférence, tenue au Mexique l'année dernière, a échoué de produire un accord international se liant pour couper les émissions de carbone.

Mashabane, pourtant, a dit que les discussions de

changement climatique récentes, comme les négociations juste mises fin de Bonn, sont encourageantes en avance de la conférence globale.

Elle a dit qu'il y a une entreprise par le Président Jacob Zuma et le Président Calderon du Mexique au co-hôte un dialogue de chefs à être tenu le 20 Septembre sur les marges des Nations Unies l'Assemblée Générale, "que nous croyons mettra le ton comme nous bougeons vers Durban."

SADC a la stratégie préliminaire régionale pour le changement climatique au COP 17, bien que les ministres de genre aient exprimé l'inquiétude qu'il ne reflète pas suffisamment les différents impacts sur les femmes et les hommes. r

Elle a accentué l'action de climat globale sur laquelle les gouvernements doivent capitaliser, en incluant de nouvelles politiques qui promeuvent la croissance de-carbone-basse et une augmentation dans l'investissement de-carbone-bas par le secteur privé, aussi bien que la plus grande utilisation de technologie propre.

"La révolution d'énergie propre et renouvelable a déjà commencé - le défi est de l'accomplir à temps," a-t-elle noté.

COP17 vient parmi les révélations qu'il y a une augmentation pointue dans le volume et la concentration d'émissions de gaz de serre dans l'atmosphère.

L'Agence d'Énergie Internationale a annoncé que 2010 émissions de la génération d'énergie globale sont revenues aux hauteurs record, en marquant un rebond à l'improviste pointu des niveaux d'émission réduits provenant de la crise financière.

Les rapports montrent aussi que les concentrations de dioxyde de carbone ont de nouveau culminé à juste sous 395 parties par million (ppm).

À une plus première conférence tenue à Bangkok, Thaïlande, en avril, Figueres a montré que pendant que Cancun était un pas significatif, en rencontrant le défi à long terme de changement climatique exige à de plus en plus forts accords internationaux, soutenus par les politiques nationales stimulant tous les côtés de prendre des mesures agressives et collectives sur une échelle globale.

Les experts de changement climatique ont noté que le règlement du protocole Kyoto est le seul ensemble international de la comptabilité des règles de protéger l'intégrité de l'environnement en garantissant qu'une tonne de carbone enlevé de l'atmosphère est une tonne réelle, peu importe où il est enlevé ou qui l'enlève. r



Coopération d'énergie régionale accomplissant des résultats

LES EFFORTS régionaux de réduire la crise énergétique de SADC ont l'air d'accomplir des résultats comme le déficit d'électricité dans la région s'est levé à juste 325 mégawatts (MW) en 2010 a été comparable à plus de 900 MW au départ de 2009.

Les Ministres d'Énergie de SADC ont dit dans un communiqué publié après leur réunion annuelle tenue en Gaborone, le Botswana, en mai, que de nouvelles usines de génération de pouvoir ont été installées l'année dernière avec une capacité pour produire 1,040 MW combinées.

“Selon les projections actuelles, la région atteindra l'autarcie dans le pouvoir à l'année 2014, pourvu que l'implémentation de projets planifiés reste sur le cours.”

“La demande maximale en 2010 était 45,650 ondes moyennes qui exige la capacité de génération s'élevant à 50,306 MW, en tenant compte de la marge de 10.2 pour cent de réserve exigée d'un moment à l'autre.

“Avec la capacité disponible à 49,981 ondes moyennes, cela donne un déficit de 325 ondes moyennes,” ont dit les ministres.

Le Pool de l'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) s'attend commander six projets d'énergie en 2011 qui ajouteront environ 1,250 MW d'électricité. Les nouveaux projets sont actuellement développés en Angola, Botswana, la République Démocratique du Congo (DRC), la Namibie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Les utilités d'états membre ont identifié un certain nombre de projets de priorité pour commander pendant quelques années prochaines pour adresser la situation d'énergie d'endommagement dans la région.



La gorge du Fleuve Zambézi à Cahora Bassa en Mozambique.

Par exemple, entre 2011 et 2015, SAPP s'attend commander des projets qui ajouteraient environ 16,692 ondes moyennes d'électricité à la grille régionale, en permettant à la région de correspondre à l'offre et la demande.

Récemment, le SAPP a connu une situation de déficit de l'énergie en raison de la croissance de consommation augmentée dans la région de SADC d'environ 3-4 % par an à la suite des activités économiques améliorées et des projets d'électrification.

La plupart des Etats Membres de SADC subissent des insuffisances d'énergie et on s'attend seulement à ce que la région complètement se rétablisse de la vulnérabilité d'énergie étendue actuelle après 2013 où les utilités de l'énergie peuvent encore une fois apprécier le coussin collectif désiré de capacité de génération de l'énergie en trop de 10 pour cent, selon SAPP.

La marge de réserve est nécessaire de garantir l'intégrité de système et

la plupart des projets étant entrepris sont vraiment plus lents qu'attendu.

Beaucoup de facteurs ont été attribués à l'obtention d'insuffisances de l'énergie actuelle dans la région aussi bien que le pas lent de récupération de la situation.

Certaines des raisons officiellement citées comme ayant historiquement contribué où la région se trouve à présent dans incluent:

- la Croissance économique de plus de cinq pour cent constamment accomplis dans la plupart des Etats Membres de SADC causant la croissance sans précédent dans la consommation d'électricité et la demande;
- l'Augmentation demandée pour les métaux basés s'ensuivant dans de hauts prix en métal sur le marché mondial avec de nouvelles compagnies d'exploitation minière étant établies dans la région de SADC dans quelques décades dernières;
- les investissements Insuffisants dans la génération et l'infrastructure de transmission pendant les 20 ans derniers; et
- les programmes d'expansion d'Électrification comme l'électrification rurale ont partiellement contribué à la consommation augmentée et à la demande. r

tenir compte des montées inattendues demandées.

Mais l'année de récupération prévue serait seulement rencontrée si tous les projets de génération à court terme sont exécutés par les Etats Membres selon bien entendu les plans.

Pourtant, les Ministres d'Énergie de SADC se rencontrant en Avril ont révélé d'une manière inquiétante que SADC pourrait en fait continuer à connaître des insuffisances sérieuses au-delà de 2013 comme

Projets de l'énergie Planifiés pour 2011-15

No.	Pays	LA NOUVELLE CAPACITÉ DE GÉNÉRATION, MW					TOTAL
		2011	2012	2013	2014	2015	
1	ANGOLA	150	0	260	260	0	670
2	BOTSWANA	120	600	-	-	300	1,020
3	RDC	75	430	25	150	-	680
4	LESOTHO	-	25	-	110	-	135
5	MALAWI	-	-	64	150	100	314
6	MOZAMBIQUE	-	-	150	600	750	1,500
7	NAMIBIE	23	83	103	-	800	1,009
8	AFRIQUE DU SUD	530	288	3,105	1,721	2,890	8,534
9	SWAZILAND	-	-	-	-	300	300
10	TANZANIE	60	160	-	740	600	1,560
11	ZAMBIE	-	6	360	120	34	520
12	ZIMBAWE	290	-	20	55	355	720
TOTAL		1,248	1,592	4,087	3,906	6,129	16,962

Source: SAPP

Renouvelables: la future source d'énergie

ENVIRON 80 pour cent des réserves d'énergie du monde pourraient être rencontrés par renouvelables d'ici à 2050 si les politiques justes sont mises en place pour promouvoir l'utilisation de sources d'énergie plus propres et alternatives, le Comité Intergouvernemental sur le Changement climatique (IPCC) a dit.

Actuellement, "les renouvelables" fournissent moins de 20 pour cent de l'énergie globale fournissent des combustibles fossiles comme le fait de représenter thermal la majorité.

L'IPCC a dit dans son *Special Report on Renewable Energy Sources and Climate Change Mitigation* que la plus large adoption de renouvelables réduirait de façon significative des émissions de carbone, contribuant ainsi vers le but global de tenir l'augmentation dans la température ci-dessous 2°C.

L'IPCC réfléchit généralement 2°C pour être le niveau de réchauffement sûr et de la 16ème Conférence de partis à la Convention de Cadre de l'ONU sur le Changement climatique (COP16) bien entendu pour couper des émissions pour contrôler le réchauffement du globe, qui a eu quelques effets ravageurs comme la fréquence augmentée et la sévérité de sécheresses et d'inondations, surtout en Afrique.

En parlant au lancement de rapport, Ottmar Edenhofer, le vice président du groupe de travail qui a produit les conclusions, a dit que les actionnaires devrait collaborer pour encourager l'investissement dans les renouvelables.

Les sources d'énergie renouvelables qui moins polluent à l'environnement incluent solaire, l'hydroélectricité et le vent. Pourtant, comparé aux combustibles fossiles, les stations d'énergie renouvelables comme les usines d'hydroélectricité et les fermes de vent sont chères de construire.

L'IPCC conseille aux gouvernements d'adopter les politiques justes, bien qu'il puisse être "techniquement et

politiquement très stimulant" pour augmenter l'utilisation d'énergie renouvelable.

Ces politiques peuvent inclure la réduction du prix de technologies d'énergie renouvelables et de développement des stimulants pour les investisseurs d'énergie renouvelables comme les tarifs attractifs aussi bien que le fait d'offrir amicalement des procédures.

"Avec le soutien de politique d'énergie et de climat conséquent, les sources d'énergie renouvelables peuvent contribuer considérablement au bien-être humain par durablement l'approvisionnement de l'énergie et du fait de stabiliser le climat," a-t-il dit.

Le vice président Ramon Pichs a ajouté que le rapport aiderait à informer des gouvernements sur les options et les décisions qui seront nécessaires si le monde doit collectivement accomplir des émissions plus basses de carbone et un sentier de développement plus efficace de ressource et équitable.

"Le rapport montre que ce n'est pas la disponibilité de la ressource, mais les politiques publiques qui ou développeront ou contraindront le développement d'énergie renouvelable au cours des futures décennies" a-t-il dit.

"Les pays en voie de développement ont un rôle important dans cet avenir - c'est où la plupart des 1.4 milliards de personnes sans approche à l'électricité vivent même si certaines des meilleures conditions existent pour le déploiement d'énergie renouvelable."

Par exemple, l'Afrique est énormément accordée avec les cours d'eau par les sept systèmes importants de rivière du Congo, Limpopo, le Niger, Nil, l'Orange, le Sénégal et Zambèze, qui, si complètement exploité, pourrait fournir au continent des réserves d'énergie adéquates.

Selon les données disponibles, le Fleuve de Zambèze a le potentiel pour produire environ 20,000 mégawatts (MW)

d'électricité. Pourtant, seulement 23 pour cent de ce potentiel sont exploités, grandement de deux sites principaux au Barrage de Kariba entre la Zambie et le Zimbabwe et le Barrage de Cahora Bassa au Mozambique.

Malgré les défis dans le fait d'exploiter renouvelables, l'Afrique a fait le progrès ferme vers l'adoptant des sources d'énergie plus propres et alternatives en raison de la réalisation

dans le plus large travail de l'IPCC comme il prépare le son Cinquième Rapport d'Évaluation (AR5). Le Rapport de Synthèse AR5 programme pour l'accomplissement en septembre de 2014. r



que les combustibles fossiles et d'autres formes d'énergie comme le charbon ne dureront pas pour toujours, dorénavant le besoin de préparer à l'avenir.

Les projets d'énergie renouvelables clé incluent le projet d'hydroélectricité de Mphanda Nkuwa au Mozambique, Itzhi Tezhi l'hydroélectricité en Zambie, la station d'hydroélectricité de Batoka entre la Zambie et le Zimbabwe et le projet d'hydroélectricité d'Inga à la République Démocratique du Congo.

D'autres projets sont la Côte Ouest en Afrique du Sud, où les plans sont en route pour commander l'énergie du vent. La Côte Ouest a le potentiel pour produire environ 10,000 ondes moyennes d'électricité.

En ce qui concerne solaire, le Botswana projette de construire une usine solaire de 200 ondes moyenne. L'usine a la capacité pour adresser une portion significative de l'énergie exigée par le pays comme son éventaire de besoins de consommation national à peu près 450 ondes moyennes.

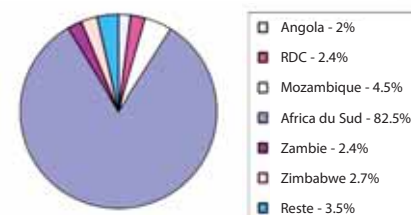
Le *Special Report on Renewable Energy Sources and Climate Change Mitigation* a été lancé le 9 Mai et s'introduira

SADC bouge vers l'énergie

SADC PROJETTE de réduire sa dépendance au charbon de plus de 23 pour cent pendant les cinq ans prochains comme faisant partie d'un programme pour promouvoir l'utilisation de sources d'énergie plus propres qui s'ensuivent dans moins d'émissions de carbone. La région produit actuellement environ 74 pour cent de son électricité des stations thermales comme le charbon est en abondance.

Les stations thermales sont plus faciles et de moins cher pour construire comparé aux usines de vent ou à hydro. Pourtant, les sources d'énergie renouvelables comme l'hydroélectricité et solaire émergent vite comme les sources les plus lucratives d'énergie parce qu'ils ne polluent pas l'environnement.

La part de la capacité de génération 2010



Source: SAPP

ie de la région

En branchant l'Afrique par l'énergie propre – c'est possible

UN CHANGEMENT pour nettoyer les solutions d'énergie permettra à l'Afrique de profiter des ressources concessionnelles disponibles, qui réduisent des prix et des risques de tels investissements en fournissant en même temps la force d'appui à mobiliser le financement de secteur privé.

Cela a émergé du séminaire à haut niveau en "Branchement

de l'Afrique : le Financement de l'Énergie et de la Croissance Verte", tenu pendant les Réunions Annuelles 2011 de la Banque de Développement Africaine (AfDB).

C'est particulièrement le cas pour les 4.3 milliards de US\$ de Fonds de Technologie Propre, qui est attendu mobiliser au moins quatre fois cette quantité pour les investissements dans l'efficacité d'énergie, l'énergie renouvelable et le transport durable.

Quand même, étant donné le haut prix de ces solutions et du trou de financement existant, il doit y avoir une gamme de financer des sources qui satisferont la demande actuelle et future sur une base durable.

Pour l'Afrique, le prix moyen d'électricité est extrêmement haut – 0.18 de US\$ par kWh par rapport à 0.04 de US\$ par kWh en Asie.

Ces exceptionnellement hauts prix sont surtout en raison de la petite grandeur de grilles d'électricité nationales et de l'utilisation étendue de gazole pour la génération, une forme chère et polluante d'énergie.

D'autres handicaps incluent l'utilisation mal organisée de budgets pour l'énergie la maintenance d'investissement, insuffisante, le manque d'efficacité et de pertes dans la distribution et la fixation de prix d'électricité au-dessous du prix de production, qui encourage le gaspillage.

AfDB a dit que l'Afrique devrait prendre un signal de l'expérience de pays développés qui se sont d'abord concentrés sur l'énergie hydroélectrique. Les coûts de construction sont hauts, mais les frais d'exploitation restent bas et le prix est généralement compétitif. Les projets à grande échelle doivent aussi être combinés avec les projets de petite échelle.

La forte croissance économique accomplie par SADC et le reste de l'Afrique pendant la décennie dernière signifie qu'ils ont plus que jamais besoin du nouvel équipement de

soutenir leur consommation d'énergie montant.

Les ressources minérales abondantes dans le continent africain, couplé avec le développement d'instruments financiers innovateurs pour combattre le changement climatique, rendent le continent capable de réduire de façon significative son déficit d'énergie.

Avec sa croissance pour être fondé sur un carbone bas et une énergie propre, l'Afrique produira plus d'intérêt que jamais des donateurs et des investisseurs privés

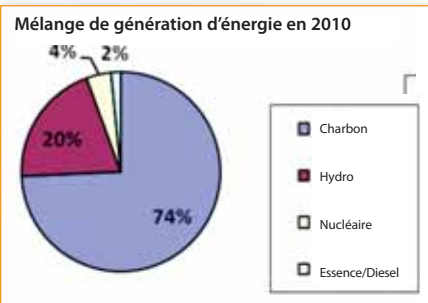
À cette fin, l'AfDB a proposé la création d'un fonds spécial, le Fonds Vert Africain, comme un mécanisme de financement pour adresser les besoins de croissance de-carbone-basse en Afrique.

Le fonds serait surtout financé des ressources allouées en Afrique conformément à l'accord de changement climatique de Copenhague.

Il renforcera l'appropriation de ressources par les pays africains et la participation africaine dans la prise de décision de l'utilisation de ces ressources pour le continent. AfDB r



nergie propre



Source: SAPP

Le Pool de l'énergie de l'Afrique Australe (SAPP) dit que le panachage des énergies actuel doit être adressé pour accomplir une balance. À ce titre, la région a l'intention de réduire sa dépendance d'énergie au charbon à environ 59 pour cent d'ici à 2015.

On s'attend à ce que ce mouvement voie l'usage d'autres sources d'énergie comme solaire, vent et gaz augmentant de façon significative pendant que la puissance neutroïque serait réduite.

Par exemple, on s'attend à ce qu'au vent et solaire représente environ 2 pour cent d'ici à 2015. Actuellement, les deux sources d'énergie ne sont pas considérées comme contribuant importants au panachage des énergies régional. r

La plus grande ferme de vent de l'Afrique appréciait pour les crédits de carbone

LES NATIONS UNIES ont enregistré la plus grande ferme de vent de l'Afrique sub-Saharane sous un mécanisme qui permettra au projet de produire des crédits de carbone de ses réductions d'émission de gaz de serre.

310 mégawatts (MW) le projet du lac de l'énergie de Vent de Turkana sont situés près des côtes du Lac réputé Turkana, dans le Kenya du nord-ouest.

La ferme de vent, qui sera opérationnelle d'ici à 2013, est développée par un groupe d'entrepreneurs locaux et étrangers.

"Nous sommes extrêmement contents d'avoir reçu la notification d'enregistrement de projet," a dit la fourgonnette de Carlo Wageningen, le président de Lac le Pouvoir de Vent de Turkana Limité (LTWP).

"C'est une autre borne routière importante pour LTWP et est la confirmation de plus que l'énergie renouvelable est une option réalisable pour l'Afrique."

LTWP a promis de rendre la partie du revenu de crédit de carbone au gouvernement kényan, qui a indiqué qu'il utilisera un tel revenu des activités de développement dans la région de projet.

La ferme de vent a été enregistrée par le Mécanisme de Développement Propre (CDM)

de la Convention de Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique après la vérification indépendante et la révision spécialisée.

Les crédits de carbone produits sous le CDM sont connus comme les Réductions d'Émission Diplômées, chaque équivalent à une tonne métrique de dioxyde de carbone a réduit ou a déménagé de l'atmosphère.

Le projet s'attend réduire des émissions de plus de 700,000 tonnes par an en déplaçant le fossile la génération d'électricité à base de combustible. C'est équivalent aux émissions de plus de 150,000 voitures d'ici un an.

L'enregistrement de la ferme de vent est l'indication aussi de plus que CDM ramasse en Afrique et confirme qu'il est possible de développer des projets de carbone de haute qualité sur le continent.

Le Développement de Capital Africain de Carbone (ACAD) la Facilité, conjointement montée selon le Programme d'Environnement de Nations Unies (UNEP) et la Banque Standard avec le financement du gouvernement Allemand, a aidé à couvrir certains des prix rattachés au développement et au contrôlant des crédits de carbone. r

Le Zimbabwe pour promouvoir la production d'énergie

LE ZIMBABWE projette de promouvoir sa capacité de génération de l'énergie d'environ 1,200 mégawatt (MW) à plus de 2,800 ondes moyennes d'ici à 2015, selon le nouveau plan économique de cinq ans du pays.

Selon le Plan de Moyen terme, qui projette le taux de croissance économique annuel moyen de sept pour cent entre 2011 et 2015, en rampant en haut on juge la puissance à la sortie la clé de la quête du pays de la reprise économique durable, la croissance et le développement.

Les plans d'augmenter la génération de l'énergie viennent à l'arrière de l'endommagement des insuffisances de l'énergie comme la demande de l'énergie nationale, à 2,200 ondes moyennes, dépasse loin des réserves.

Le MTP cherche à lever la production à la centrale tirée de charbon de Hwange à la capacité installée, louer de petits plans thermiques de lever des réserves de 290 ondes moyennes, garantir l'utilisation de mètres payés d'avance d'ici à 2012 et d'administration de côté de demande d'effet pour sauver 300 ondes moyennes d'ici à 2013.

Le MTP envisage de lever la production à la Station d'Hydroélectricité de Kariba à 1,050 MW, Hwange (1, 520 ondes moyennes), la station thermique de Harare (100 MW), la station thermique Bulawayo (90MW) et la station thermique Munyai (100 MW) d'ici à 2015.

“Les deux premiers ans du MTP garantiront Kariba et les centrales Hwange sont restituées à la capacité complète et que de petites centrales thermiques sont opérationnelles. La restitution de la capacité à 1,960 ondes moyennes exigera la réhabilitation de la Centrale Thermale de Hwange et des plus petites unités thermiques à la capacité,” lit la partie du MTP.

Mais le plan prévoit aussi que la levée de la production fera face aux contraintes rattachées à l'affichage, la collection de revenu des consommateurs, le

manque de financement, vieil équipement, infrastructure et éditions de dettes.

La sous-capitalisation de l'utilité de l'énergie nationale, l'Autorité de Réserves d'Électricité de Zimbabwe (ZESA) et les adresses spécialisées insuffisantes et les instruments pour planifier et prévoir les besoins d'énergie a été aussi identifiée comme les obstacles importants.

On s'attend à ce que le plan adresse des éditions de contrôle et juridiques vues comme préjudiciables aux efforts visés au fait d'améliorer l'insuffisance de l'énergie nationale.

Le MTP cherche aussi à reconsidérer des cadres juridiques et de contrôle gouvernant le secteur d'énergie, en promettant d'adresser des contraintes de capacité faites face par le régulateur national dans le cadre des tarifs de l'énergie réalisables et du règlement de producteurs de l'énergie et de consommateurs.

Cela inclurait des peines plus rigides sur les contrevenants en reconsidérant

la législation existante sur le vol et le vandalisme d'infrastructure de l'énergie et en statuant la législation pour s'occuper de la certification d'impact de l'environnement.

Malgré le revêtement aux insuffisances de l'énergie d'endommagement depuis 2000, le pays s'est battu attirer l'investissement significatif dans le secteur de l'énergie.

Donc, les mesures seront mises en place pour promouvoir l'investissement dans le secteur de l'énergie et le MTP propose une révision de systèmes et de processus dans les opérations commerciales de ZESA pour améliorer l'affichage,

la collection de revenu, l'administration liquide et le service de client.

Les technologies différentes seront explorées comme solaire et l'énergie de vent, les stimulants de promouvoir et explorer la viabilité et la capacité pour l'économie basse de carbone et la création de conditions pour le marché de l'énergie compétitif.

De plus, biocarburants inoffensifs pour l'environnement sera considéré comme faisant partie des efforts de réduire la dépendance à la génération d'énergie de fossile et à l'énergie importé cher. *The Herald* r

Rendement d'énergie Projetée d'ici à 2015

Centrale thermique	Capacité (MW)
Hydro-électricité de Kariba	1,050
Hwange	1,520
Station thermique de Harare	100
Station thermique de Bulawayo	90
Station thermique de Munyai	100

La Zambie lance le plan majeur d'énergie

LA ZAMBIE a inauguré le Plan Majeur de Développement de Système de l'Énergie en exposant la valeur de 12.1 milliard de US\$ des projets à être entrepris entre 2010 et 2030.

Le plan a été développé avec l'aide de l'Agence de Coopération Internationale Japonaise (JICA) et les options d'expansion de le-moins-prix de résumé pour la génération, la transmission et la distribution dans le pays. L'objectif du plan est de fournir un plan du développement de système de l'énergie jusqu'à l'année 2030.

En parlant à la cérémonie de l'inauguration, le Ministre de l'Énergie et de Développement D'eau Kenneth Konga a dit que les projets de génération de l'énergie seront développés pour ajouter un total de 4,337

mégawatts pendant les 20 ans prochains.

“L'implémentation réussie du plan, parmi d'autres, causera la disposition d'électricité sûre à toutes les institutions publiques et privées de tout le pays d'ici à 2030,” a-t-il dit.

Il a dit que l'on s'attend à ce que le plan augmente la capacité de transmission pour l'exportation de l'énergie et l'importation dans la région aussi bien que fournisse l'électricité sûre à toutes les aventures économiques. Ceux-ci incluent l'exploitation minière, agricole, le tourisme, les secteurs commerciaux et autres de l'économie.

Ce plan remplace le plan majeur développé par la Commission de Réserves d'Électricité de Zambie (ZESCO)

en 1966 qui a guidé le pays dans le fait d'adresser sa génération d'électricité, transmission et défis de distribution depuis plus de 40 ans.

L'Ambassadeur Japonais en Zambie, Akio Egawa, a dit que l'amélioration de réseau d'électricité était essentielle dans la propulsion du développement économique de la Zambie et de l'aide du pays à rencontrer le jeu de cibles sous sa Vision 2030.

“J'espère vraiment que ce plan majeur sera complètement utilisé par la Zambie et exercé une influence pour accomplir l'alimentation électrique ferme et suffisante pour le pays,” a-t-il dit.

La formulation du plan majeur de Développement de Système d'Énergie a commencé en 2008. *Times of Zambia* r



La Tanzanie pour dépenser US\$27 milliard sur les projets de développement

LA REPUBLIQUE Unie de la Tanzanie projette de dépenser 42.9 trillions de shillings (à peu près 27.41 milliard de US\$) pendant les cinq ans prochains pour financer des projets de développement visés à l'amélioration de la croissance économique dans le pays, un ministre gouvernemental a dit.

Stephen Wassira, le Ministre Délégué dans le Bureau du Président, a dit au parlement que le gouvernement allouerait 13.5 trillions de shillings pendant que le reste des fonds serait fourni par les sources intérieures et extérieures.

"Le gouvernement doit dépenser une moyenne de 8.5 trillions de shillings par an pour exécuter le nouveau plan de développement de cinq

ans," a-t-il dit en présentant le plan de milieu de mandat du gouvernement.

"Nous devons garantir qu'au moins 35 pour cent du budget du gouvernement sont alloués pour les projets de développement."

Mozambique pour augmenter la production de biocarburant

MOZAMBIQUE PROJETTE de booster la production de biocarburant et introduire le mélange du carburant l'année prochaine en tentation à couper les importations combustible, le ministre d'énergie a dit.

Le gouvernement s'attend sauver du million US\$22 dans la première année sur les importations d'essence et diesel de l'US\$500 actuel le million il passe annuellement.

Il a dit que le plan de développement lancé par le Président Jakaya Kikwete le 7 juin visera la croissance économique moyenne de 8-10 pour cent annuellement pendant les cinq ans prochains en concentrant des investissements publics et privés

"Nous avons été abordés par les compagnies pour entrer dans la production de biofuels, qui signifie que comme nous augmentons des niveaux de production et le rapport de mixtures, les économies seront aussi hautes," a dit le Ministre d'Énergie Salvador Namburete.

Mozambique projette d'utiliser jatropha, une récolte

sur l'infrastructure, l'agriculture et les secteurs industriels. La croissance en 2010 était sept pour cent.

"Notre but est de réduire la dépendance de donateur dans le budget du gouvernement à juste 10 pour cent," a-t-il dit. r

de biocarburant, promouvoir la production. Jatropha a été largement annoncé comme une usine de merveille dont la culture sur le terrain non-arable en Afrique, Asie et Amérique latine fournirait biodiesel et les emplois dans de pauvres pays sans utiliser les terres cultivables devaient nourrir des nombres grandissants de population locale. AIM r

Le commerce d'Intra-SADC s'élève de 157 pour cent depuis 2000

LE COMMERCE D'INTRA-SADC a plus que doublé depuis 2000 comme la région augmente la coopération économique, un fonctionnaire de SADC supérieur a dit.

Le conseiller de politique de commerce de SADC Paul Kalenga a dit que le commerce intra-régional a cultivé dans les termes absolus de juste 13.2 milliard de US\$ en 2000 à 34 milliards de US\$ en 2009, une augmentation de 157 pour cent chancelante.

Pourtant, le commerce intra-régional comme une proportion de commerce de SADC total a seulement grandi de 15.7 pour cent en 2000 à 18.5 pour cent en 2009.

Cela pourrait être expliqué par le fait que le commerce de SADC avec le reste du monde, surtout la Chine et les États-Unis a aussi grandi extrêmement pendant la même période.

SADC a lancé sa Région de Libre-Echange (FTA) en 2008 et le bloc régional prévoit que le commerce dans la région serait complètement libéralisé avant le Janvier de 2012.

La statistique de Kalenga sur le commerce régional a été cor-

roborée par une étude réalisée par la Banque Mondiale en Avril, qui a appris que dès que le PIB individuel et les éditions géographiques sont mis en facteurs, le commerce dans la région est vraiment haut.

La Banque Mondiale a appris que contrairement aux peurs, les

Arrivées touristiques de l'île Maurice s'élève

L'ILE MAURICE a vu une augmentation de sept pour cent dans les arrivées touristiques en Février cette année comme son marché Européen a montré des signes de reprise et de nombres de visiteur de l'Europe de l'Est et l'Asie est montée fortement.

Les figures officielles montrent que le pays a accueilli 77,390 visiteurs en février de 2011, par rapport à 72,366 pendant la même période l'année dernière.

Après l'effondrement déclenché par la récession en Europe, les vacances Mauricien ont l'air encore une fois d'être devenues populaires parmi les touristes Européens.

Les arrivées touristiques étaient en hausse de 33 pour cent

pays de SADC sont vraiment plus intégrés et que pendant qu'il y a des obstacles qui rendent difficile de déplacer des marchandises à travers la région, ceux-ci sont aux niveaux comparables avec les pays avec les niveaux semblables de développement. *Southern Times* r

de la Suisse, 18 pour cent des Pays-Bas et sept pour cent de la France, qui est un marché clé.

Les comptes de tourisme d'environ 10 pour cent du Produit Intérieur Brut des Îles d'Océan Indien et environ deux tiers de visiteurs étrangers viennent de l'Europe.

Mais la poussée du marketing du pays dans d'autres nations est aussi payante, avec une augmentation double dans les nombres touristiques de la Russie et les arrivées en hausse de 24 pour cent de la Chine et de 35 pour cent de l'Inde.

L'année dernière, l'île Maurice a vu ses revenus de tourisme croître 11 pour cent comme les nombres de visiteur sont montés sept pour cent à un record de 934,827. r

Le FMI reçoit le nouveau patron

CHRISTINE LAGARDE de la France a été nommée le Directeur Général du Fonds monétaire international (le FMI), en remplaçant le compatriote Dominique Strauss-Kahn qui a démissionné en Mars.

Lagarde battent l'Agustin du Mexique Carstens pour poser l'emploi de haut de FMI qui était toujours tenu par un Européen.

Dans l'élan au rendez-vous de Lagarde, les pays en développement avaient fait pression pour un départ de la tradition pour permettre à un non-européen de mener les institutions de Bretton Woods, le FMI et la Banque Mondiale.

Depuis la formation du FMI et de la Banque Mondiale, un Européen a tenu le poste supérieur au FMI pendant qu'un américain est à la barre à la Banque Mondiale.

Pourtant, en reconnaissant la croissance de l'importance de la Chine dans l'économie mondiale aussi bien que le besoin d'abandonner la tradition, le FMI a nommé Zhu Min à un nouveau post créé de député directeur général. r

La Chine à augmenter le commerce régional et l'investissement

LA CHINE est disposée à développer des importations de l'Afrique australe et encourager des compagnies chinoises à investir dans la région, le Vice Premier Ministre Wang Qishan a dit.

En parlant au Forum Chinois - SADC D'investissement et D'affaires tenu à Pékin récemment, Wang a dit pendant qu'il y a toujours beaucoup d'incertitudes avec la reprise économique globale, SADC et la Chine devraient renforcer leur coopération économique pour aider tant à accomplir la croissance ferme qu'avancer l'économie mondiale.

Les volumes commerciaux Chinois-SADC augmentent et ont atteint US\$61.5 milliard en 2010, en représentant environ



48 pour cent de commerce entre la Chine et l'Afrique.

La Chine est maintenant le plus grand partenaire commercial de la région de SADC.

Vers la fin du Février, l'investissement de Chine dans les Etats Membres de SADC avait accumulé à environ US\$10 milliard, en incluant près de US\$5milliard d'investissement non-financier.

"Le lancement de Chine de son 12ème Plan de Cinq ans

(2011-2015) et l'assemblage du SADC du programme en élargissement du réseau de transport en Afrique offrira de nouvelles opportunités pour la coopération," a dit Wang"

Les deux devraient maintenant améliorer la coopération dans le commerce, l'investissement, la finance, l'énergie, les ressources et l'infrastructure."

Il a conseillé aux entreprises chinoises d'investir en l'Afrique

Australe et aider la région à accomplir le développement durable.

Le Président Namibian, Hifikepunye Pohamba, qui est le président de SADC actuel, a demandé plus de coopération entre les deux.

"Le message que je veux envoyer est que le SADC est ouvert pour les affaires et nous vous attendons impatiemment (les compagnies chinoises) de nous rejoindre à promouvoir le développement de notre région. Nous encourageons l'investissement de la Chine," a-t-il dit.

Il a dit que l'investissement chinois dans la région couvre surtout l'infrastructure, l'exploitation minière, l'énergie et l'agriculture. *China Daily* r

L'Afrique, l'Inde visent à renforcer la collaboration

L'AFRIQUE ET l'Inde ont promis d'ailleurs de renforcer leur coopération dans la paix régionale et globale et la sécurité, aussi bien que les régions économiques et commerciales.

Dans le domaine de coopération économique, les deux côtés ont souligné l'importance de soutenir des écoulements de capitale fermes, à long terme aux pays en développement pour stimuler l'investissement.

Ils ont envisagé une dilatation de l'association aux régions comme la société civile et le gouvernement, la science et la technologie, le développement social, la santé, la culture, le tourisme, les sports, l'infrastructure et les mass-média et les communications, pour accomplir la croissance incluse, le développement économique-social et la dépendance de soi.

Cela fait la partie de l'accélération de coopération bien entendu au deuxième Sommet de Forum d'Afrique-Inde, tenu à Addis Abeba, Éthiopie.

Selon la Déclaration d'Addis Abeba, l'Inde et l'Afrique ont

aussi confié pour s'occuper d'un certain nombre d'éditions politiques, en incluant le piratage de la côte de la Somalie, le terrorisme et la réforme de l'ONU.

Spécialement, le sommet a accentué le besoin pour les pays d'exercer l'effort exercer l'effort suprême sur la réforme de Conseil de Sécurité de l'ONU pendant la séance actuelle de l'ONU l'Assemblée Générale.

Les deux côtés ont souligné le besoin pour les réformes urgentes et complètes, en disant qu'ils doivent refléter des réalités contemporaines

L'Inde soutient les revendications de l'Afrique pour l'adhésion permanente de Conseil de Sécurité. Sur sa partie, l'Afrique soutient la revendication de l'Inde à une place permanente avec les droits complets dans un Conseil de Sécurité développé.

Parmi la croissance des inquiétudes régionales et internationales du conflit en Libye, où l'OTAN a intensifié sa campagne de bombardement dans de derniers jours, adhéré d'Inde dans l'appel d'un cessez-

le-feu immédiat et pendant une fin négociée à la violence là.

La déclaration a pris note des résolutions de l'ONU sous lesquelles l'OTAN a recours à la force militaire contre la Libye et a souligné que les efforts de les exécuter devraient être dans l'esprit et la lettre de ces résolutions.

Ils ont conseillé aux parits dans le conflit de s'efforcer pour une solution politique par les moyens pacifiques et le dialogue.

L'Inde et les 15 gouvernements africains qui ont pris part au sommet, en incluant l'Afrique du Sud et la Libye, ont aussi exprimé leur soutien en faveur de l'Union Africaine l'initiative de Comité Ad Hoc À haut niveau et l'AU roadmap pour la résolution pacifique et consensuel du conflit.

Les deux côtés ont demandé à tous les pays de garantir que les actes de terrorisme transfrontalier ne se produisent pas et que leurs territoires ne sont pas faits une base pour les terroristes.



Ils ont explicitement condamné le terrorisme dans toutes ses formes et manifestations, en disant qu'un acte de terrorisme n'importe où est une menace à la communauté internationale entière.

"Nous reconnaissons le besoin de davantage renforcer la coopération internationale pour combattre le terrorisme global et pour l'acquiescement de tous les Etats Membres avec toutes les conventions de terrorisme internationales et les protocoles rattachés et les Nations Unies la résolution de Conseil de Sécurité sur le contre-terrorisme," la déclaration a dit.

En prenant note de la position africaine sur la condamnation des paiements de rançon aux groupes de terreur, les chefs ont demandé le besoin urgent d'adresser l'édition. Le sommet d'Afrique-Inde suivant sera tenu à New Delhi en 2014. r

Les femmes à avoir l'égalité des droits et les opportunités avec les hommes

LES FEMMES de l'Afrique australe rapprocheront bientôt un pas au fait d'avoir l'égalité des droits et les opportunités avec les hommes quand un protocole de genre régional est ratifié par les deux tiers voulus des Etats Membres dans les mois à venir.

Les ministres responsables des Affaires de Genre / les Affaires Féministes dans la région, en se rencontrant le 2 Juin, ont endossé un roadmap à opérer le Protocole de SADC sur le Genre et le Développement et permettre une approche systématique à l'implémentation aux niveaux tant régionaux que nationaux.

La moitié des 15 Etats Membres de SADC a ratifié le Protocole, en signifiant que l'instrument a été approuvé par le mécanisme juridique national, d'habitude par le parlement.

Les Ministres ont noté que 13 Etats Membres ont signé le Protocole, pendant que sept signataires ont déposé des instruments de ratification avec le Secrétariat de SADC.

Ceux-ci sont l'Angola, le Lesotho, Mozambique, Namibie, Seychelles, la République Unie de la Tanzanie et le Zimbabwe. On s'attend à ce qu'à la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Sud et la Zambie ratifient le Protocole dans les mois à venir.

La plupart des chefs de SADC ont signé le protocole en 2008, bien que le Botswana et la l'Ile Maurice continuent à refuser de signer, en disant qu'ils ont des réservations ou ne peuvent pas rencontrer les cibles.

Le processus d'approbation d'un instrument juridique régional exige, d'abord, la signature et ensuite la ratification. Le protocole entre en vigueur après la ratification par les deux tiers d'Etats Membres de SADC. Cela avance la loi régionale d'être une intention indiquée à l'application réelle.

La chef de l'Unité de Genre de SADC, Magdeline Mathiba-Madibela, dit que le Protocole fournit "les cibles concrètes, reliées de temps pour accomplir l'égalité de genre dans la région de SADC.

"Cette étape importante marque la fin d'une ère d'engagements à une ère d'implémentation dans la région SADC."

Pourtant, les stades finaux d'appliquer cette loi régionale sont peut-être les plus stimulants, comme cela exige à l'action au niveau national de domestiquer la loi et ensuite l'implémentation de la loi.

Selon le communiqué de leur réunion en Windhoek, la Namibie, les Ministres ont félicité des Etats Membres qui ont ratifié le Protocole et "a préconisé ceux qui n'ont pas encore signé ou ont ratifié pour faciliter le processus de ratification et de signature."

Ils ont noté le progrès fait par les Etats Membres sur la représentation féministe dans la politique et les positions de prise de décision et ont exprimé l'inquiétude avec la rétrogradation dans quelques pays qui ont tenu des élections récemment.

Les Ministres ont conseillé aux pays de protéger des réalisations déjà faites dans la parité de genre et développer des mesures innovatrices pour vite pister la représentation égale de femmes.

Seulement quatre Etats Membres de SADC ont atteint la cible originale de représentation de 30 pour cent de femmes au Parlement (d'ici à 2005) et personne n'a atteint le seuil de 50 pour cent.

L'Afrique du Sud a la plus haute représentation proportionnelle de femmes au parlement à 45 pour cent, suivis par Mozambique à 39.2 pour cent et l'Angola et la Tanzanie avec 38.6 pour cent et 36 pour cent respectivement.

Ces pays ont des systèmes électoraux ou des mécanismes se tenant en équilibre qui

encouragent la participation par les femmes et la représentation de 30 pour cent minimale est une exigence constitutionnelle en Tanzanie.

Les objectifs du Protocole de SADC sur le Genre et le Développement sont de prévoir l'autonomisation des femmes, éliminer la discrimination et accomplir la qualité de genre et l'équité par la législation affectueuse de genre, les politiques, les programmes et les projets.

Le Protocole adresse les éditions critiques suivantes qui affectent des femmes dans la région:

- droits constitutionnels et juridiques;
- gouvernement; éducation et entraînement;
- les ressources productives et l'emploi;
- violence à base de genre;
- la santé et VIH et le SIDA;
- le bâtiment de paix et la résolution de conflit; et
- les mass-médias, les informations et la communication.

Les cibles incluent, parmi d'autres, la réalisation de représentation de 50 pour cent par les femmes et les hommes dans la politique et la prise de décision d'ici à 2015, conformément à la décision de l'Union Africaine.

SADC s'attend à ce que les acteurs non-publics en incluant le secteur privé et les organisations non-gouvernementales, parmi d'autres, prennent note de cet engagement par les gouvernements et avanceront le rôle de femmes dans leurs organisations.

La réunion de Ministres de SADC responsables des Affaires de Genre / les Affaires Féministes a félicité le Secrétaire Député Exécutive de SADC, Mme Emilie Mushobekwa (de RDC) pour être la première femme jamais nommée au niveau d'administration supérieur dans le Secrétariat.

Ils ont noté le progrès fait dans le genre régional mainstreaming l'initiative, surtout sur le bâtiment de capacité de genre mainstreaming les entraîneurs et ont mis l'accent sur l'importance de genre mainstreaming dans les politiques de changement climatique et les stratégies.

Ils ont aussi noté le progrès dans le développement de la Stratégie de SADC d'adresser la violence sexuelle contre les femmes et les filles, particulièrement dans les situations de post-conflit et de conflit.

Les Ministres ont approuvé la Stratégie de Plaidoyer de SADC sur le Commerce Transfrontalier Informel qui fournit la politique claire et les régions d'action législatives pour créer un environnement de permission pour les femmes dans le commerce.

Ils ont reçu un rapport sur les Femmes de la Foire annuelle D'affaires et le Forum D'investissement de 2010 tenu en Windhoek l'année dernière, en notant les résultats positifs qui ont inclus de nouvelles opportunités d'affaires, des marchés développés, de nouvelles connexions d'affaires et un bâtiment de capacité pour les femmes dans les affaires.

L'édition 2011 des Femmes dans la Foire annuelle D'affaires et le Forum D'investissement sera accueillie par l'Angola en Novembre cette année, après que l'Angola devient la chaise de SADC.

Les ministres et les fonctionnaires ont été témoins du lancement de la Décade Féministe Africaine (2010-2020) pour la Région de SADC et le Chapitre Namibien et le Lancement de SADC de la campagne "l'Afrique Unie pour Mettre fin à la Violence contre les Femmes et les Enfants".

Les Ministres de SADC responsables des affaires de genre / les affaires féministes se rencontreront de nouveau en Juin l'année prochaine en Angola. sardc.net r



Le Lesotho conclut le dialogue politique, maintenant prêt pour les élections

LA CONCLUSION d'un accord par les partis politiques au Lesotho après de très longues négociations ouvre la voie aux élections nationales programmées pendant l'année prochaine.

La Communauté de Développement Africaine du Sud (SADC) a conclu ses efforts de médiation réussis au Lesotho en Avril après plus de deux ans de discussions visées à la conclusion d'une solution durable des défis politiques dans le pays.

Le mécontentement post-électoral a émergé au Lesotho après les élections 2007 comme le parti d'opposition a refusé d'accepter les résultats, en plongeant le pays dans une crise.

Ce s'est ensuivi dans une équipe de négociations comprenant des dirigeants d'églises au Lesotho et d'animateur-formateurs de la Troïka SADC étant mise en place par les chefs Africains du sud pour adresser la situation.

Une déclaration libérée par l'équipe de négociations, signifie beaucoup, a été accompli depuis que le dialogue a commencé il y a deux ans, dorénavant la décision d'officiallement conclure les discussions.

"Le 28 Avril 2011, les actionnaires à la médiation en cours traitent sur le dialogue politique 2007 bien entendu que la médiation est officiellement conclue. Les actionnaires bien entendu que toutes les éditions au dialogue avaient été traitées, en ouvrant ainsi la voie aux élections suivantes," la déclaration a dit.

Les actionnaires au processus de médiation ont inclus la Commission Électorale Indépendante du Lesotho, le Congrès de Lesotho dirigeant pour la Démocratie, les partis d'opposition et le gouvernement.

Les actionnaires bien entendu pour amender le Lesotho la Loi

Électorale dans la préparation pour l'élection suivante, s'en suivant dans la présentation de l'Assemblée Nationale Bill Électoral 2011 et le 6ème Amendement à la Constitution au Parlement en Mars.

Le dialogue politique de deux ans a permis aux actionnaires de partager et échanger des idées, en fournissant des leçons aux engagements nationaux futurs.

La conclusion réussie de discussions au Lesotho est un autre exemple d'engagement pratique par l'Afrique du sud pour trouver des solutions durables des défis politiques et des défis de sécurité dans la région.

En Septembre de 2008, SADC a négocié un accord au Zimbabwe qui a vu la formation d'un gouvernement inclus en Février de 2009.

Le président Michel a été réélu dans les sondages de Seychelles

LE PRÉSIDENT James Michel a été réélu pour un autre terme de cinq ans en fonction après le fait de gagner environ 55 pour cent du vote au cours de l'élection présidentielle du 19-21 Mai.

Selon la commission d'élection, Wavel Ramkalawan du Parti National de Seychelles a recueilli environ 42 pour cent pendant que Philip Boule, un Candidat Indépendant et Ralph Volcere du Nouveau Parti Démocratique ont recueilli environ deux pour cent et un pour cent respectivement.

En parlant peu après l'annonce de résultats, Michel a décrit sa victoire comme une ère nouvelle pour tous les gens des îles.

Il a promis de mener le pays à la prospérité, en conseillant à

On a crédité au gouvernement inclus mené par le Président Robert Mugabe avec l'ancien chef d'opposition Morgan Tsvangirai comme le Premier Ministre pour adresser certains des défis politiques du pays.

Pourtant, les sanctions économiques imposées sur le Zimbabwe par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union Européenne ont fait dérailler le programme économique de rotation du pays.

Pour le Madagascar, SADC a nommé ancien Président Mozambican Joaquim Chissano pour négocier un dialogue pour adresser la situation politique.

Le Madagascar a glissé dans l'agitation politique en Mars de 2009 après que le chef d'opposition Andry Rajoelina a saisi le pouvoir du Président

Marc Ravalomanana à une démonstration publique soutenue par les militaires, semblables à la méthode utilisée par Ravalomanana quand il a saisi le pouvoir il y a quelques années plus tôt de son prédécesseur, Didier Ratsiraka.

Les efforts de médiation SADC-menés ont vu des chefs Madagascan accepter de remettre un gouvernement transitionnel sur pied pour gouverner le pays jusqu'à ce que les élections fraîches soient tenues cette année. Pourtant, l'implémentation de cet accord continue à être un défi.

SADC ensemble avec d'autres partenaires a promis d'intensifier ses efforts de garantir la résolution de disputes politiques dans la région. *sardc.net r*



James Michel a été réélu comme Président de Seychelles.

En raison des distances à travers l'archipel, le scrutin a été tenu plus de trois jours avec les îles extérieures en jetant leur bulletin de vote le 19 et 20 Mai pour permettre à l'exercice d'être accompli à temps et les bulletins de vote livrés en arrière à l'île principale de Mahe.

Au cours des dernières élections présidentielles tenues en Juillet de 2006, le Président Michel a vaincu Ramkalawan et Boule en recueillant environ 54 pour cent contre 46 pour cent et moins d'un pour cent recueilli par Ramkalawan et Boule respectivement.

En Seychelles le président est élu par une majorité absolue font adopter un système de deux ronds pour servir un terme de cinq ans. r

tout Seychellois de collaborer pour le bien de la nation.

"Nous créerons Seychelles ensemble, dans la paix et l'harmonie, respectueuse de la diversité d'opinions et nous mettrons de côté nos différences et construirons le pays ensemble."

Il a ajouté que "mes bras resteront ouverts et mes portes resteront ouvertes. Je travaillerai pour le bien-être de tout Seychellois, sans exception."

CALENDRIERS DES EVENEMENTS Juin 2011

L'AFRIQUE AUSTRALE
Aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI Vol 13 No 4 Juin 2011

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Kizito Sikuka, Joseph Ngwawi, Eglina Tauya, Leonissah Abwino-Munjoma, Neto Nengomasha, Phyllis Johnson, Agatha Njanike, Patience Ziramba.

CONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leeffa Penhupifo Martin

TRADUCTION
Thania Mucu

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2011

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 environmentgreen.com; P1, 5, 7, 8, 11 Phyllis Johnson; P1, 11 SARDC; P2 telegraph.co.uk, flickr.com, news.bbc.co.uk; P4 Nippon Koei Co.Ltd & Oriental Consultants Co. Ltd; P5 Sheila Chikulo; P6 Manuel Malaze; P8 Agatha Njanike; P8, 9, 10 renewableenergy.com; P11 simplytravel.co.za, Conservation Corporation Africa, Kristin Mosher; P14 seychellesweekly.com; P16 worldpress.com

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC aujourd'hui:
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et Air Zimbabwe

SARDC
www.sardc.net
Knowledge for Development

Juin

11 Juin

2ème Sommet Tripartite COMESA-EAC-SADC

Les chefs d'Etats et Gouvernements des trois communautés économiques régionales se réunissent pour leur deuxième sommet pour discuter des façons pour promouvoir l'intégration plus profonde parmi les Etats Membres. L'essentiel du sommet sera l'approbation d'un projet d'action pour lancer la Grandiose Zone de Libre- Echange qui entoure 26 pays dans l'Afrique de l'est et du sud par 2012.

14-16, France

Le Forum d'Énergie d'Afrique

Les experts de l'Énergie exploreront des façons de comment l'Afrique comme un des marchés émergents les plus rapides dans le monde peuvent rencontrer la hausse demande pour l'énergie pour garantir le développement durable.

20-23, Afrique du Sud

La Conférence d'Investissement d'Afrique

La Conférence fournira des occasions pour le continent pour regarder des façons d'attirer l'investissement dans les divers secteurs comme l'énergie, l'infrastructure, l'exploitation minière et l'agriculture.

28-29, Swaziland

Le 5ème Dialogue d'Eau de Multi-Actionnaires

Sous le thème "l'Arrosage du Développement dans SADC: le Financement de l'Eau pour la Résilience de Changement Climatique pour Garantir la Sécurité Régionale des Désastres" le dialogue a l'intention de lever la conscience et la compréhension de changement climatique finançant des opportunités dans le secteur d'eau.

23 Juin - 1 Juillet, Guinée Equatoriale

Le Sommet d'Union Africain

Le Sommet discutera des façons d'approfondir l'intégration régionale et continentale et les éditions rattachées au thème "le Jeune Accélérateur l'Autonomisation pour le Développement Durable".

July

6-7, Tunisie

La conférence d'ADEA

L'Association pour le Développement d'Éducation en Afrique se rencontre pour discuter des façons d'améliorer l'éducation dans le continent.

18-22, Afrique du Sud

La Perspective d'Opérations de banque d'Afrique 2011

Les actionnaires se rencontrent pour évaluer le statut des opérations de banque en Afrique avec les solutions pour les défis clé faits face par les banques émergent de l'Afrique.

19, Afrique du Sud

Le Congrès sur l'Exploitation Minière en Afrique

La première conférence de l'Afrique sur l'exploitation minière et l'investissement cherche à offrir une solution pour l'industrie minière.

Août

4-5, Afrique du Sud

La Conférence de la Renaissance Africain

La conférence examinera des éditions rattachées au fait de redéfinir et au fait de reconstruire le continent africain par le fait d'accéder et le fait de développer ses propres ressources socio-économiques.

11-18, Angola

Sommet SADC des chefs d'Etat et de Gouvernement

Les dirigeants de la SADC se sont réunis pour discuter des questions visant à promouvoir l'intégration régionale et développement. Le sommet est précédé par les sessions des officiels supérieurs et du Conseil des Ministres.

29 Août- 2 Septembre, Afrique du Sud

37ème Réunion de SAPP

La réunion est pour examiner le statut de l'énergie dans la région. Le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe(SAPP) est le centre de coordination pour 12 utilités d'électricité dans le SADC.

35 ans

L'Afrique du Sud se souvient de Soweto

LE 16 Juin 1976 un incident est arrivé en Afrique du Sud qui a changé le visage de la lutte de l'Afrique du Sud pour la liberté politique et l'émancipation quand une marche de protestation par les enfants Africains noirs en Soweto finissait avec la police lançant des fusils sur eux.

De ce temps-là le gouvernement permettant l'apartheid met le chiffre des morts à 95 mais on croit que la figure est beaucoup plus haute.

L'incident a saisi des titres internationaux et a galvanisé la détermination de la population noire majoritaire de l'Afrique du Sud de lutter pour la liberté

La peinture de Mbuyisa Makhubo le fait de porter le corps de son ami de 13 ans, Hector Petersen, est devenu une image iconique symbolisant la lutte du jeune de l'Afrique du Sud - et du début de la fin d'apartheid.

La photographie, prise par Sam Nzima du journal *The World*, a apparu dans les journaux et à la télé les canaux partout dans le monde, en suscitant l'indignation et une nouvelle conscience qui a durci l'opposition en Afrique du Sud et à l'extérieur de l'Afrique du Sud à la brutalité des autorités de l'apartheid.

Ce jour, plus de 20,000 écoliers de Soweto ont organisé une protestation pacifique de nouveau l'imposition d'Afrikaans comme la langue d'instruction pour les élèves noirs et contre la discrimination ils ont souffert sous "programme d'études" d'éducation de Bantou inférieur.

Le système d'éducation de Bantou, qui avait été fait respecter pour les Sud-Africains noirs depuis 1953, a été caractérisé par les écoles séparées et les universités, le pauvre équipement, a encombré des classes et a insuffisamment entraîné des enseignants.

Le courage des étudiants Soweto en Juin de 1976 est aujourd'hui commémoré par une fête nationale en Afrique du Sud, Jour de Jeune, qui honore tous les jeunes gens qui ont perdu leurs vies dans la lutte contre l'éducation de Bantou et l'apartheid.

Trente-cinq ans sur, l'Afrique du Sud reconnaît le courage du jeune qui a aidé à apporter une fin à l'apartheid.

L'insurrection d'étudiant du 16 Juin personifie le rôle joué par les jeunes gens dans la lutte de libérer l'Afrique du sud de la règle coloniale.

Les jeunes étaient au premier rang dans la lutte pour l'indépendance dans tous les pays de l'Afrique Australe.

La Coupe du Monde de 2010 - Un an déjà



LE 11 Juin est un jour spécial dans l'histoire de sport en Afrique. Il marque le jour où le continent a accueilli sa première Coupe du Monde FIFA sur le sol de famille.

La Coupe du Monde 2010 a été tenue en Afrique du Sud et a été depuis lors acclamée comme un des meilleurs finals dans l'histoire du tournoi.

Le président de Comité Organisant Local 2010 Danny Jordaan a dit qu'un événement de fête serait tenu en Juillet pour commémorer un an depuis que l'Afrique a tenu les finales.

Il a dit pendant que les finales ont servi de tremplin à la chaleur de l'Afrique du Sud, l'événement a aussi accentué cette Afrique à la capacité pour accueillir de plus grands événements.

"La Coupe du Monde FIFA 2010 était un temps où l'Afrique du Sud a dissipé le doute dans sa capacité et a invité le monde à être témoin de la réalité, plutôt que croient les perceptions de ce qu'ils ont cru que l'Afrique du Sud était vraiment," a-t-il dit.

Un match est planifié plus tard cette année entre l'européen régnant et les champions du monde, l'Espagne et une Élection Africaine XI dans l'honneur de supporters de football et des organisateurs du tournoi.



JOURS FERIES DANS LA SADC

Juin-Août 2011

1 Juin	Journée International des enfants	Angola
2 Juin	Journée de l'Ascension	Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland
5 Juin	Journée de la Libération	Seychelles
16 Juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
18 Juin	Journée Nationale	Seychelles
25 Juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 Juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
29 Juin	Journée de l'Indépendance	Seychelles
30 Juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1 Juillet	Journée Sir Seretse Khama	Botswana
4 Juillet	Journée des Héros	Zambie
5 Juillet	Journée de l'Unité	Zambie
6 Juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 Juillet	Foire Commerciale Internationale Saba Saba	Tanzanie
17 Juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
18 Juillet	Journée du Président	Botswana
19 Juillet	Jour Férié	Botswana
22 Juillet	Jour Férié	Swaziland
1 Août	Journée de Fermier	Zambie
8 Août	Journée de Paysan	Tanzanie
8 Août	Journée des Héros	Zimbabwe
9 Août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
9 Août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
15 Août	Journée de l'Assomption	Madagascar, Ile Maurice, Seychelles
26 Août	Journée des Héros	Namibie
30/31 Août	Eid-El-Fitri*	Tanzanie
	Eid-UI-Fitri*	Mauritius

*Les dates dépendent de la localisation de la nouvelle lune